



Guide pratique des affaires en Russie

| Bellerage Alinga



Guide pratique des affaires en Russie

- | | | | |
|---|-----------|--|-----------|
| 1. Introduction . . . | 1 | 9. Licence, Certification, Marquage . . . | 13 |
| 2. À propos de la Fédération de Russie . . . | 2 | 10. Propriété intellectuelle
et secret commercial . . . | 13 |
| 3. Présence commerciale en Russie . . . | 4 | 11. Déclaration en douane . . . | 14 |
| 4. Types de sociétés . . . | 5 | 12. Opérations intragroupe . . . | 14 |
| 5. Finances . . . | 6 | 13. Comptabilité et Audit . . . | 15 |
| 5.1. Système bancaire . . . | 6 | 14. Zones économiques spéciales . . . | 15 |
| 5.2. Financement
de l'activité commerciale . . . | 7 | À propos de Bellerage Alinga . . . | 16 |
| 6. Imposition . . . | 8 | Contacts . . . | 17 |
| 7. Ressources humaines . . . | 10 | | |
| 7.1. Relations professionnelles . . . | 10 | | |
| 7.2. Travailleurs indépendants . . . | 11 | | |
| 7.3. Permis de travail . . . | 11 | | |
| 8. Protection
des données personnelles . . . | 12 | | |

1. Introduction

Le présent Guide a été élaboré par la société **Bellerage Alinga** afin de présenter aux sociétés et aux entrepreneurs étrangers à la Russie, un aperçu des principaux aspects réglementaires qui sont à prendre en compte pour la réussite commerciale dans ce pays, notamment des considérations de base quant à la fiscalité, la comptabilité et du droit. Les données citées dans cette brochure ont été actualisées en avril 2021*.

Pour toutes questions plus spécifiques, les experts de **Bellerage Alinga** sont disposés à fournir plus d'informations. Vous trouverez les contacts et la liste de nos services à la fin du présent Guide.



* Les informations sont présentées sans tenir compte d'éventuels changements temporaires en lien avec la pandémie de COVID-19

2. À propos de la Fédération de Russie

La Russie couvre 11 fuseaux horaires. Du fait qu'il n'existe pas de changement d'heure saisonnier en Russie, la différence entre Moscou et Paris varie. En hiver elle est de 2h, en été de 1h.

Capitale : Moscou
 Superficie : **17 millions** de mètres carrés
 Population (2020) : **146,2 millions** d'habitants
15 villes dont la population dépasse le million d'habitants
 Langue officielle : Russe
 Religion dominante : Christianisme orthodoxe
 Ethnies : Plus de **200** ethnies, ethnie dominante : Russe (plus de **80 %**)
 Devise : Rouble (RUB)
 Président : Vladimir Poutine
 Produit intérieur brut nominal (2020) : USD **1 464 mia.**
 PIB par habitant (2020) : USD **10 037**

Sources: IMF, Banque centrale de la Fédération de Russie, Rosstat

Le moteur clé de l'économie russe sont les ressources naturelles, avec les hydrocarbures en tête.

La Russie est la 11ème économie mondiale et un marché stratégique important.

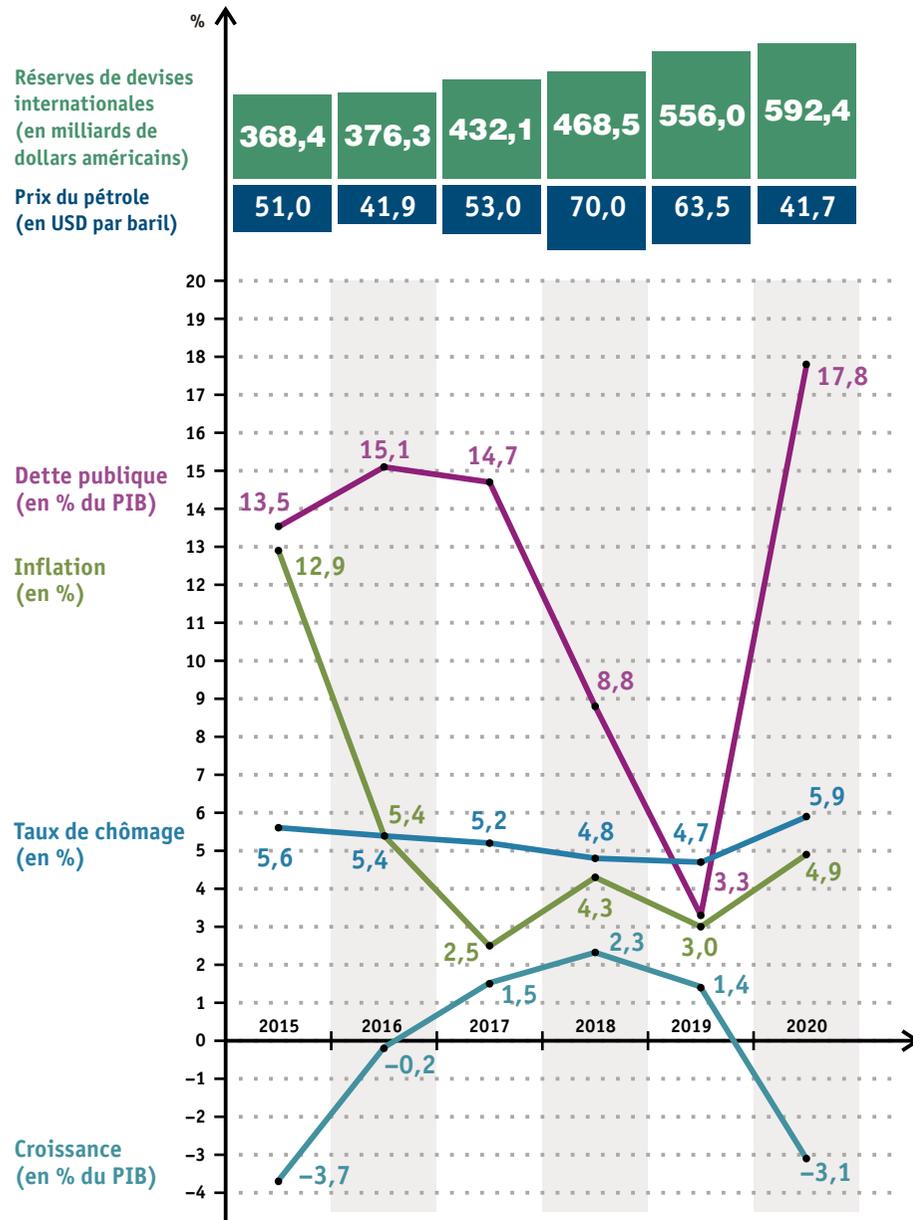
Les sanctions bilatérales et la chute du cours du rouble ont ouvert la voie à une stratégie de substitution des importations et de localisation de la production, en particulier dans le secteur de l'agroalimentaire, des biens de consommation et des médicaments. Les projets de localisation et de



substitution aux importations sont fortement stimulés par des programmes publics de soutien, par exemple dans le cadre de contrats d'investissement spéciaux, de développements de parcs technologiques ou d'établissements de zones économiques spéciales.

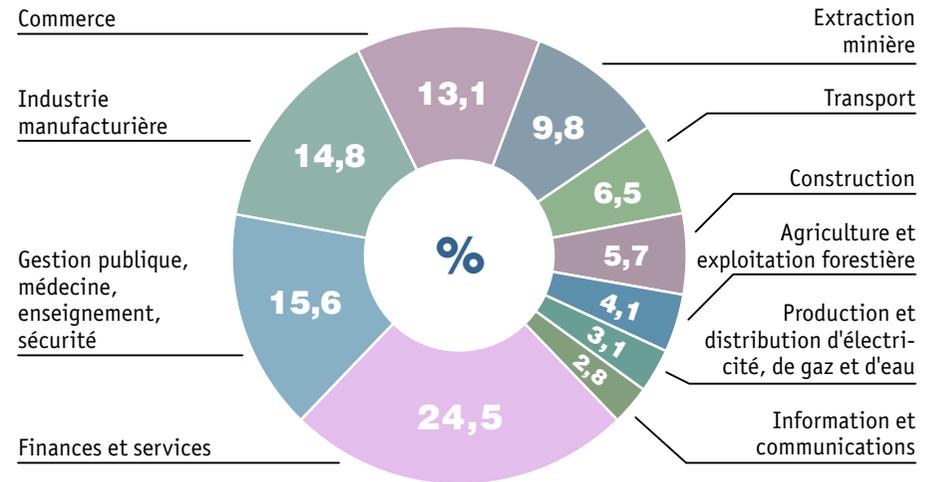
En 2019 la Russie a gagné trois places dans le Classement pour la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, se situant actuellement au 28ème rang. Le président Poutine a défini comme but que la Russie devrait entrer dans les vingt meilleurs du classement jusqu'à la fin de 2024.

Indicateurs économiques clés

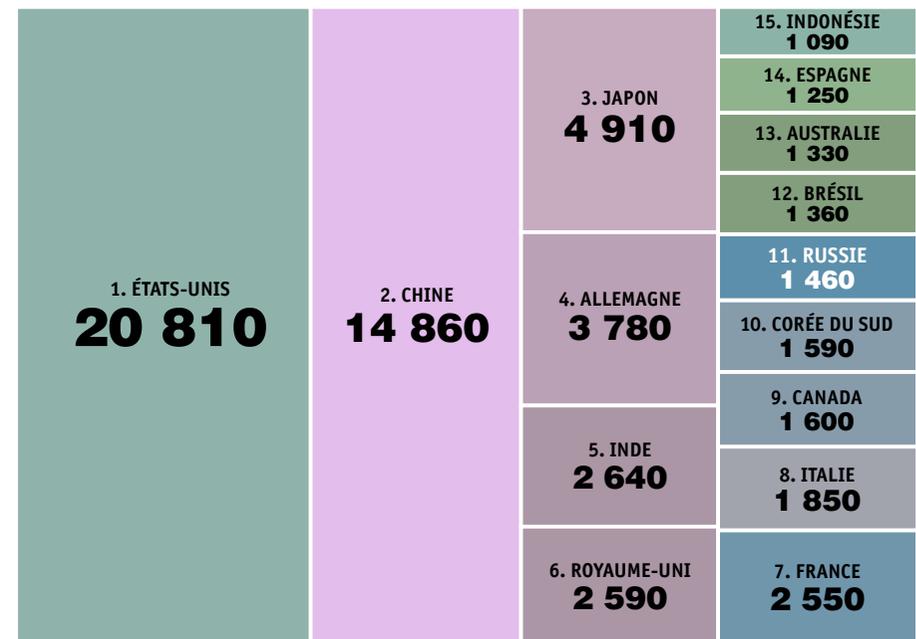


Sources : IMF, Banque centrale de la Fédération de Russie, Rosstat, Ministère du Développement économique, Ministère des finances

Distribution du PIB (en %), 2020



PIB nominal, 2020, en milliards de \$



3. Présence commerciale en Russie

Options pour être présent sur le marché russe

1. Sans présence permanente en Russie :

vente directe par une société étrangère à des clients russes ou par l'intermédiaire d'un distributeur russe.

2. Avec une présence permanente en Russie :

au travers d'un bureau de représentation, d'une succursale ou d'une filiale.

Options	Principes de bases	Fonctions possibles	Moyens de financement par les fondateurs	Délais d'enregistrement	Commentaires
Vente directe	Toutes les taxes et droits de douane doivent être réglés par le client, avec l'exception de la vente de services électroniques. Dans ce cas, l'enregistrement au service des impôts russe est obligatoire	Vente sans présence permanente en Russie	—	—	—
Vente par l'intermédiaire d'un distributeur	Toutes les taxes et les droits de douane sont assumés par le distributeur	Vente sans présence permanente en Russie	—	—	—
Bureau de représentation*	N'est pas considéré comme entité juridique indépendante, mais comme part d'une société étrangère. Types d'activités limités. Soumis uniquement aux taxes sur les salaires et à la contribution foncière	Recherche de clients et de partenaires, marketing. Ne peut pas conclure de contrats, ni être utilisé pour la certification de produits et l'octroi de licences. Dédouanement des marchandises uniquement (!) pour usage privé	Virement bancaire de la société mère (mode de financement pratique et simple)	8–12 semaines	Frais d'inscription 120 000 roubles
Succursale	N'est pas considéré comme entité juridique indépendante, mais comme part d'une société étrangère. Peut réaliser tous types d'activités. Assume toutes les taxes et les droits de douane	Recherche de clients et de partenaires, marketing, conclusions de contrat et vente. Ne peut pas être utilisé pour la certification de produits et l'octroi de licences. Dédouanement des marchandises principalement (!) pour usage personnel	Virement bancaire de la société mère (mode de financement pratique et simple)	8–12 semaines	Frais d'inscription 120 000 roubles
Filiale**	Personne morale indépendante assumant toutes les responsabilités légales. Paie toutes les taxes et les droits de douane	Pratique des affaires sans restrictions. Peut procéder à la certification de produits et l'octroi de licences	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du capital (statuaire ou additionnel) • Financement sans remboursement • Emprunts des actionnaires 	3–6 semaines	Lors de l'inscription d'une société à responsabilité limitée, les frais d'inscription s'élèvent à 4 000 roubles, et le capital statuaire à 10 000 roubles au minimum

* Un bureau de représentation peut exercer une activité commerciale. Dans ce cas, il équivaut à une succursale.

** Pour travailler efficacement sur le territoire de la Fédération de Russie — conclusions de contrats, importation de marchandises — il est conseillé de créer une filiale.

4. Types de sociétés

Formes juridiques des sociétés

- **La Société à responsabilité limitée (SARL)** — forme la plus répandue
- **La Société anonyme (SA)**
- **La société publique par actions (SPA)** la moins populaire, car soumise à des exigences supplémentaires en matière de publication d'informations

SARL (Société à responsabilité limitée)	SA/SPA (Société anonyme/Société publique par actions)
50 participants maximum	Le nombre d'actionnaires est illimité
Le capital statuaire doit être de 10 000 roubles minimum	Le capital social minimum est fixé à 10 000 roubles pour une SA et 100 000 roubles pour une SPA
Le capital statuaire n'est pas divisé en actions, il s'exprime en parts de propriété	Le capital statuaire est divisé en actions
Le capital statuaire est payé dans un délai de 4 mois à partir de l'enregistrement	50 % du capital statuaire est payé dans un délai de 3 mois et les 50 % restants sont payés dans un délai d'un an à partir de l'enregistrement
La liste des actionnaires est gérée par la société elle-même	Le registre des actionnaires est géré par une société externe agréée
Un participant peut être exclu sur décision de justice en cas de violations répétées de la loi ou des statuts de la société	Un actionnaire ne peut pas être exclu
Un participant peut quitter la société, si cela est prévu par les statuts, ou vendre ses parts	Un actionnaire ne peut pas quitter la société, mais il peut vendre ses actions
Les parts des participants ne sont pas considérées comme des titres	Les actions sont des titres, soumis à une régulation et à l'inscription auprès de la Banque centrale
La liste des participants est inscrite au Registre national unique des personnes morales	Seuls les fondateurs sont inscrits au Registre national unique des personnes morales

Enregistrement d'une société

Pour enregistrer une société, une documentation spécifique doit être établie, certifiée conforme par un notaire, puis déposée à l'inspection fiscale.

La certification par le notaire peut être effectuée en Russie ou à l'étranger.

Tous les fondateurs de la future société doivent être présents lors du dépôt de dossier chez le notaire.

La procédure complète d'enregistrement d'une société (statuts de société, acte d'association, autorisation du propriétaire des lieux, etc.) dure généralement 3 à 6 semaines; le délai officiel pour l'examen par les autorités étant une semaine. Il est à noter que **le pourcentage de refus pour une inscription initiale s'élève à 15 %**.

À titre d'adresse du siège social de la société, il est recommandé d'indiquer l'adresse réelle du bureau, du lieu de travail. Dans certains cas, l'enregistrement est possible à l'adresse du domicile du directeur général ou du propriétaire. Pour les adresses « nominales », les risques de refus lors de l'inscription ou de l'ouverture de compte bancaire sont élevés. Une telle société risque de ne pas être autorisée à participer à des appels d'offres ou même d'être liquidée de force ainsi que son directeur disqualifié pour une période allant jusqu'à trois ans.

Propriétaires de la société et Directeur général

Associés (SARL) / Actionnaires (SA / SPA) :

- Les associés/actionnaires peuvent être tenus responsables à titre personnel des dettes de l'entreprise, si celles-ci résultent de leurs actions ou décisions.
- Les associés/actionnaires peuvent conclure un pacte d'actionnaires, mais ses capacités sont limitées par la législation russe. En pratique, les pactes d'actionnaires sont généralement conclus sous d'autres juridictions.
- Les dettes de la société envers un associé/actionnaire peuvent être converties en capital statuaire.
- Une personne morale n'ayant qu'un participant/actionnaire ne peut créer une autre personne morale.

Directeur général :

- Le directeur général répond intégralement des activités de la société dans le cadre du droit du travail, fiscal, douanier et pénal.
- La fonction de directrice générale peut être assumée par une société de gestion.
- Une seule société peut avoir plusieurs directeurs généraux (même si cette option n'est presque jamais utilisée).
- Pour minimiser les risques, les pouvoirs du directeur général peuvent être limités par les statuts de la société.

Le niveau de responsabilité du directeur général d'une entreprise russe est nettement plus élevé que celui de son homologue dans une société occidentale

Fermeture de la société

La fermeture officielle d'une société en Russie est un processus long et complexe. C'est pourquoi les entreprises cessent souvent leurs activités sans néanmoins liquider la personne morale, continuant de présenter aux autorités des rapports « à résultat nul ».

Les deux principaux types de fermetures d'une société sont la liquidation et la faillite.

Liquidation	Faillite
<p>Motif :</p> <ul style="list-style-type: none"> décision des participants/actionnaires (liquidation volontaire) décision de l'administration fiscale ou du tribunal (liquidation forcée) 	<p>Motif: décision de justice liée à un manquement de la société à ses obligations envers ses créiteurs et/ou l'État</p>
<p>Le délai pour une SARL ne dépasse pas 12 mois à compter du moment où la décision est déposée auprès des autorités fiscales</p>	<p>Délai: de 1 à 5 ans</p>
<p>Procédure réglementée, incluant un contrôle fiscal</p>	<p>Procédure très complexe, incluant la nomination d'un gérant externe, la vente des biens de la société aux enchères, le remboursement des créanciers. En Russie, la direction et les fondateurs d'une société sont responsables pénalement en cas de faillite intentionnelle.</p>

5. Finances

5.1. Système bancaire

En Russie, le contrôle du secteur bancaire est réalisé par la Banque centrale de la Fédération de Russie. Elle octroie les licences et contrôle les banques, crée la masse monétaire, définit le taux d'intérêt directeur et les taux de change officiels.

Ouverture d'un compte bancaire

Une société peut ouvrir un ou plusieurs comptes, en roubles ou dans d'autres devises, dans plusieurs banques.

Pour ouvrir un compte, il est nécessaire de collecter un ensemble de documents soumis et signés **par le Directeur général** en présence d'un employé de banque. En vertu de la loi, la divulgation de tous les bénéficiaires finaux avec une participation supérieure à 25% est requise. Dans ce cas la période d'ouverture d'un compte est généralement de 1 à 2 semaines. Toutefois dans la pratique, les banques peuvent exiger la divulgation d'informations sur les bénéficiaires détenant plus de 10% du capital. L'ouverture d'un compte peut alors durer un mois ou plus.

Lors du choix d'une banque, nous recommandons de prendre en considération :

<p>Une banque internationale (Raiffeisenbank, Rosbank, etc.) ou une banque russe à participations publiques (Sberbank, etc.)</p>	<p>Banque commerciale russe</p>
<p>Plus grande fiabilité</p>	<p>Stabilité financière plus faible</p>
<p>Plus longue procédure pour l'ouverture d'un compte</p>	<p>Ouverture de compte plus rapide et simple</p>

Un ressortissant étranger peut également ouvrir un compte à titre personnel dans une banque en Russie dans n'importe quelle devise offerte. Il doit pour cela, remplir une déclaration spéciale à la banque, présenter une traduction de son passeport certifiée conforme par un notaire et le document l'autorisant à séjourner en Russie.

Lors de l'ouverture d'un compte dans une banque étrangère, les résidents de la Fédération de Russie doivent en informer l'inspection fiscale et fournir annuellement des informations sur les mouvements de compte.

Contrôle des changes

Les règlements entre résidents russes doit s'effectuer exclusivement en roubles. Les prix fixés dans les contrats peuvent être indiqués dans n'importe quelle devise, mais doivent être recalculés en roubles lors du paiement.

Les règlements entre résidents et non-résidents russes peuvent s'effectuer dans n'importe quelle devise. Ils sont soumis au contrôle des devises obligatoire par les banques (même s'ils sont effectués en roubles).

Pour les opérations d'importation d'une valeur de plus de 3 millions de roubles, et d'exportation de plus de 6 millions de roubles (y compris l'import/export de services), le contrat servant de base à ces transactions doit être enregistré auprès de la banque.

Des infractions au contrôle des changes peuvent être amendées avec des montants allant jusqu'à 100 % de la transaction

5.2. Financement de l'activité commerciale

Moyens de financement de l'activité commerciale par les fondateurs

1. **Augmentation du capital** (statuaire ou additionnel)
2. **Financement sans remboursement**
3. **Emprunt**

Augmentation du capital (statuaire ou additionnel)	Financement sans remboursement	Emprunt
Réalisée sur la base d'une décision de l'assemblée générale des participants. Toute modification du capital statuaire doit être enregistrée auprès de l'inspection fiscale. Une modification du capital additionnel ne doit pas être enregistrée	Réalisé sur la base d'une décision de l'assemblée générale des participants. Ne doit pas être enregistrée auprès de l'inspection fiscale	Un emprunt est octroyé sur la base d'un contrat d'emprunt. Forme juridique simple
Ne crée pas de charge fiscale supplémentaire sous certaines conditions. Un apport en capital peut être retourné aux participants	Ne crée pas de charge fiscale supplémentaire, si les fonds proviennent d'un participant ayant une participation supérieure à 50 %	L'obtention et le remboursement d'emprunt ne sont pas assujettis aux impôts
Soumis au contrôle des changes , si l'une des parties est un non-résident		Soumis au contrôle des changes , si l'une des parties est un non-résident. Exige l'établissement d'un passeport de transaction, si le montant est supérieur à 3 millions de roubles
N'augmente pas les dettes de la société, rend les indicateurs financiers plus attractifs		Augmente les dettes de la société, rend les indicateurs financiers moins performants
Il est courant d'augmenter le capital statuaire dans le cadre d'une redistribution des parts des associés, ainsi que pour répondre aux exigences de certains appels d'offre	Assimilé à un autre revenu dans la comptabilité, augmentant le bénéfice (réduit les pertes)	Pratique pour le financement temporaire. Le paiement des intérêts d'un emprunt à une personne physique résidente est souvent plus avantageux que le paiement de dividendes du point de vue fiscal

6. Imposition

Types d'impôts en Russie

- Impôts fédéraux** : TVA, impôt sur les sociétés (partiellement), accises, impôt sur l'exploitation des matières premières, impôt sur l'eau
- Impôts régionaux** : impôt sur les sociétés (partiellement), impôt sur la fortune, impôt sur le transport, impôt sur le secteur des jeux d'argent
- Impôts locaux** : taxe foncière, taxe sur le commerce

Impôt	Taux	Base	Paiements
TVA	<ul style="list-style-type: none"> 20 % : pour la plupart des produits et services. 10 % : pour certains produits alimentaires, médicaments, produits pour enfants etc. 0 % : pour l'exportation de marchandises, les services de transport public, etc. Sans TVA : pour certains articles et services médicaux, certains types de redevances, etc. 	Prix des produits et services réalisés. Il est possible de déduire la TVA, payée par le fournisseur lors de la production d'un produit/service réalisé.	Chaque trimestre
Impôt sur le revenu des sociétés	20 %	Revenus moins les dépenses déductibles dans la base d'imposition	Trimestriel ou mensuel
Impôt sur les biens	Jusqu'à 2,2 % en fonction de la région	Valeur comptable ou cadastrale de l'immobilier	Chaque année
Taxe foncière	Jusqu'à 1,5 % en fonction de la région	Prix du terrain sur le cadastre	Chaque année
Impôt sur le transport	1-200 roubles par ch	Puissance du moteur en cheval-vapeur (ch)	Chaque année
Impôt sur les dividendes	<ul style="list-style-type: none"> 13 % pour les résidents avec un revenu annuel < 5 millions de roubles 15 % pour les résidents avec un revenu annuel > 5 millions de roubles 15 % pour les non-résidents, sauf disposition contraire prévue par des accords internationaux 	Dividendes	Lors des versements

Il existe d'autres types d'impôts et de taxes en fonction de la région, du type d'entreprise ou des actifs de la société. Certains types de produits (cigarettes, alcool, etc.) sont soumis à des droits d'accises.

Cotisations sociales et impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)

Les cotisations sociales sont payées au Fonds des retraites, à la Caisse de sécurité sociale et à la Caisse d'assurance maladie. Elles sont versées en fonction du salaire de l'employé, soit **jusqu'à 30 %**, et dépendant :

- 1) de la nationalité de l'employé
- 2) de son statut de résidence en Russie
- 3) du type de permis de travail
- 4) de ses revenus

Nationalité de l'employé	Totalité des cotisations sociales		IRPP*	
	Si le total du revenu brut annuel est inférieur ou égal à près d'1,5 millions de roubles	supérieur à 1,5 millions de roubles	Résidents**	Non-résidents**
Russes et citoyens de l'Union économique eurasiatique (UEEA)	30 %	15,1 %	<ul style="list-style-type: none"> 13 % pour les résidents avec un revenu annuel < 5 millions de roubles 15 % pour les résidents avec un revenu annuel > 5 millions de roubles 	30 %
Étrangers, hors citoyens de l'UEEA :				
Séjour temporaire (avec visa)	23,8 %	10 %		30 %
Permis de séjour temporaire ou permanent	30 %	15,1 %		30 %
Statut VKS	—	—		

* Le contribuable de l'IRPP est l'employé, mais le paiement est effectué par la société, à la source.

** La résidence fiscale est définie par la durée de séjour sur le territoire au cours des 12 derniers mois — dans ce cas, le résident est une personne se trouvant en Russie plus de 183 jours par an au total.

En outre, l'employeur paie **des cotisations sociales obligatoires contre les accidents du travail et maladies professionnelles**, entre **0,2 %** et **8,5 %**, en fonction de l'activité de la société. Pour la plupart des entreprises fournissant des services ou faisant du commerce, le taux de ces contributions est de **0,2 %**.

Régime simplifié d'imposition (RSI)

Les sociétés soumises au régime RSI ne paient ni la TVA (hormis pour les importations), ni l'impôt sur le revenu des sociétés.

Le RSI est accessible aux sociétés satisfaisant à l'ensemble des critères suivants :

- 1) au moins **75 %** de la société appartient à une ou des personne(s) physique(s)
- 2) le chiffre d'affaires annuel est inférieur à **150 millions** de roubles
- 3) les actifs immobilisés sont inférieurs à **150 millions** de roubles
- 4) la société compte au maximum **100** salariés
- 5) la société n'a pas de succursales

La société peut alors choisir l'un des deux systèmes du RSI:

- **15 %** du résultat comptable (différence entre les revenus et les dépenses), mais pas moins de **1 %** du chiffre d'affaires
- **6 %** des revenus

Depuis 2021, les entreprises ayant dépassé les plafonds peuvent rester classées RSI si :

- le chiffre d'affaires annuel est compris **entre 150 et 200 millions** de roubles
- le personnel de l'entreprise est compris **entre 100 et 150** employés

Dans ce cas, des taux d'imposition majorés sont appliqués en fonction du régime RSI choisi :

- **20 %** de la différence entre les revenus et les dépenses
- **8 %** des revenus

Avantages fiscaux pour les petites et moyennes entreprises (PME)

Les PME inscrites au registre des petites et moyennes entreprises du Service fédéral des impôts bénéficient d'une aide gouvernementale spéciale

Principaux avantages fiscaux pour les PME

1. Taux réduit pour les cotisations aux assurances sociales — **15 %** sur les revenus dépassant le salaire minimum (au lieu de ~ 30 %) ;
2. Possibilité de conclure des contrats de travail à durée déterminée avec un effectif allant jusqu'à **35** personnes, pour le secteur de la vente au détail — jusqu'à **20** personnes ;
3. Atténuation des sanctions pour les infractions administratives ;
4. Droits de priorité dans les appels d'offres étatiques ;
5. Simplification de la réglementation comptable et de la gestion des documents du personnel, etc.

Conditions d'inscription au registre des PME

L'inscription automatique au registre est prévue pour les entreprises qui ont :

- 1) Chiffre d'affaires annuel jusqu'à **2 milliards** de roubles.
- 2) Nombre d'employés jusqu'à **250** personnes
- 3) Plus de **51 %** de l'entreprise est détenue par des particuliers ou des PME (il existe des exceptions pour ce critère)

Une entreprise à participation étrangère peut également obtenir le statut de PME si l'actionnaire étranger répond également aux critères de chiffre d'affaires et d'effectifs et n'est pas immatriculé dans une zone offshore.

Ces faits doivent être confirmés par un auditeur indépendant qui vérifie les données et les transmet au Service fédéral des impôts.

Le registre est mis à jour mensuellement, tandis que les informations sur les participants étrangers doivent être confirmées annuellement.

Avantages pour le secteur informatique

Depuis 2021, la Russie bénéficie d'avantages fiscaux spéciaux pour les entreprises informatiques russes :

- Le taux de cotisation totale aux assurances sociales est de **7,6 %** (au lieu des 30 % habituels)
- L'impôt sur le revenu est de **3 %** (au lieu de 20 %)

Conditions pour bénéficier des avantages :

- Obtention d'un agrément étatique spécial
- L'effectif n'est pas inférieur à **7** personnes
- Au moins **90 %** des recettes proviennent d'activités informatiques

7. Ressources humaines

7.1. Relations professionnelles

Les relations entre les employés et les employeurs sont principalement régies par le Code du travail de la Fédération de Russie.

Il favorise plutôt les intérêts des travailleurs.

Lors de la gestion de la documentation RH, on utilise dans la plupart des cas des documents en papier (non électroniques); leurs formes et les procédures de rédaction sont strictement réglementées.

Options pour employer du personnel

Embauche par contrat de travail	Portage salarial
[+] Mode le plus répandu	[-] Possible dans des cas exceptionnels, pour une durée maximale de 9 mois
[+] Peut être à durée limitée dans certains cas	[-] Souvent contrôlé par les autorités
[-] Procédure de résiliation compliquée	[-] Risque de contestations juridiques de la part des employés

Procédure d'embauche par contrat de travail

- 1) Entretiens/Tests
- 2) Proposition d'embauche. En Russie, cette proposition n'a pas d'effet contraignant
- 3) Conclusion du contrat de travail
- 4) Signatures des documents contractuels : ordre d'embauche, acte de prise de connaissance du règlement interne, établissement du livret de travail, etc.

A partir de 2021, il est possible d'établir dans un contrat de travail aussi bien le travail à distance permanent que partiel/temporaire. En même temps, l'employeur peut transférer les employés au travail à distance sans leur consentement en cas d'urgence.

Contrat de travail

- **Durée du contrat de travail** : à durée indéterminée (déterminée, dans des cas exceptionnels)
- **Période d'essai** : max. 3 mois (6 mois pour le directeur général et le chef comptable)
- **Nombre d'heures de travail par semaine standard** : 40 h maximum
- **Heures supplémentaires admissible** : pas plus de 4 heures sur 2 jours consécutifs, pas plus de 120 heures par an ; les heures supplémentaires sont payées selon un coefficient de 1,5-2
- **Congé annuel** : min. 28 jours calendaires. Les jours de congés non utilisés sont reportés à la période suivante. Lors du licenciement d'un employé, une compensation pour les jours non-utilisés doit être versée
- **Congé de naissance rémunéré** : 70 jours avant l'accouchement, un an et demi après
- **Congé parental non rémunéré** : Jusqu'aux 3 ans de l'enfant
- **Salaire minimal recommandé** : 20 589 roubles (à Moscou en 2021)
- **Résiliation du contrat par l'employé** : avec un préavis de 2 semaines (d'un mois pour le directeur général et le chef comptable)
- **Résiliation du contrat par l'employeur** : uniquement pour les motifs prévus par le Code du travail de la Fédération de Russie

Résiliation du contrat par l'employeur

Accord des parties	Suppression de poste	Non-respect de la discipline	Refus de l'employé d'accepter des modifications du contrat de travail
Motif de licenciement le plus répandu	Procédure précisément régie par la loi	Procédure pour déterminer la faute est très complexe	Possible dans des cas exceptionnels
Accord de l'employé obligatoire	Procédure de licenciement dure au moins 2 mois	En pratique, la procédure de licenciement dure au moins 2-3 mois	Au moins 2 mois pour compléter la procédure
Païement d'une indemnité dans la plupart des cas	Accord de l'employé n'est pas requis	Accord de l'employé n'est pas requis	
Possible à tout moment, n'exige aucune procédure (notification, etc.)	Impossibilité de licencier certaines catégories d'employés (femmes enceintes, femmes avec enfants de moins de 3 ans et autres)	Exigences très rigoureuses concernant la documentation établie par les Ressources humaines	Justification documentaire complexe obligatoire
Presque impossible à contester auprès d'un tribunal		Risque élevé de contestation auprès d'un tribunal	Risque élevé de contestation auprès d'un tribunal

Les autres motifs de résiliation d'un contrat de travail prévus par le Code russe du travail sont rarement appliqués, en raison de procédures complexes et inefficaces dans la pratique.

En Russie, il est impossible de licencier un employé à la discrétion de l'employeur, sans stipulations de motifs prévus par le Code du travail

Sécurité au travail

En Russie, la sécurité au travail est très réglementée. Les employeurs sont tenus de procéder à une évaluation spéciale des conditions de travail, ainsi que de réaliser d'autres activités. Actuellement, les contrôles de sécurité au travail se pose surtout pour les entreprises industrielles.

Responsabilité en cas d'infraction à la législation du travail

Le contrôle du respect de la législation de travail est effectué par les entités suivantes :

- Inspection publique du travail
- Procureur

Les violations de la législation de travail les plus graves concernent :

- 1. Infraction aux lois de la sécurité au travail** — amendes jusqu'à 200 000 roubles pour chaque infraction ; suspension de l'activité ; responsabilité pénale.
- 2. Retard de paiement du salaire** — amendes jusqu'à 100 000 roubles pour chaque infraction ; suspension de l'activité ; responsabilité pénale.
- 3. Manquement aux exigences de la documentation des RH** — amende jusqu'à 50 000 roubles pour chaque infraction.

7.2. Travailleurs indépendants

Un contrat de service avec des particuliers (travailleurs indépendants) peut être signé pour des travaux irréguliers. Il est recommandé de conclure ces contrats avec prudence du fait que les autorités ont tendances de les considérer comme des accords de travail — en particulier si les services sont fournis à une seule entreprise.

Entreprise individuelle	Indépendant	Individu
Citoyens de la Fédération de Russie et étrangers titulaires d'un permis de séjour temporaire ou d'un permis de séjour	Citoyens de la Fédération de Russie et de l'Union économique eurasiatique (UEEA)	Sans restriction
Enregistrement auprès des autorités fiscales et ouverture d'un compte en banque spécifique	Enregistrement au travers d'une application mobile ou site internet	Enregistrement pas requis
6 % d'impôt sur le revenu* et contributions sociales annuelles de 40 874 RUB	6 % d'impôt sur le revenu calculé automatiquement dans l'application mobile	L'entreprise paie 27,1 % de contributions sociales et retient l'impôt sur le revenu personnel (13 ou 30 %)
Déclaration annuel aux autorités fiscales	Déclaration pas requise	L'entreprise est responsable pour les déclarations auprès des autorités fiscales et du fond social
Pas de limitations**	Revenu annuel maximal de 2,4 mio. RUB. Les activités autorisées sont limitées	Pas de limitations**

* En utilisant le Système d'imposition simplifié (voir p. 9)

** Sauf pour des activités soumis à l'obtention de licences spéciales

7.3. Permis de travail et visas***

Pour travailler en Russie, un ressortissant étranger doit obtenir un visa de travail (à l'exception de certains pays d'origine), ainsi qu'un permis de travail. Ce dernier existe sous deux formes : le permis de travail simple, et celui pour les spécialistes hautement qualifiés (VKS; voir tableau page 12).

Les étrangers qui n'ont pas besoin d'un visa pour entrer en Russie (ressortissants d'Ukraine, Azerbaïdjan, République de Moldavie, Tadjikistan, Ouzbékistan, etc.) doivent obtenir une licence de travail (ou alors un VKS). La licence est un type d'autorisation spéciale qui permet au citoyen étranger de travailler pour n'importe quel employeur. Le coût de la licence dépend de la région et varie de **3 000** à **9 000** roubles par mois. À Moscou et dans la région de Moscou le coût est d'environ **5 000** roubles par mois.

*** Les informations de cette section sont présentées sans tenir compte des changements fréquents et temporaires de la réglementation des voyages en lien avec la pandémie de COVID-19. Nous vous recommandons de contacter nos spécialistes pour clarifier la situation actuelle.

Permis de travail simple	Permis VKS
Le délai d'établissement est de 2,5 à 3 mois	Le délai d'établissement est de 1 à 2 mois
Salaire minimum non exigé	Salaire mensuel d'au moins 167 000 roubles (env. 1 900 EUR)
Expérience professionnelle ou qualification non-requises (à l'exception de certains postes non soumis à des quotas)	Haute qualification de l'employé, diplôme de formation et expérience dans le domaine concerné
L'employeur doit obtenir un permis spécial pour recruter un spécialiste étranger	Autorisation non obligatoire pour l'employeur
Durée de validité: 1 an	Durée de validité jusqu'à 3 ans
Obligation de passer un examen de langue russe, d'histoire de la Russie et des bases du droit russe	Examens non-obligatoires
Certificat médical exigé	Certificat médical facultatif
Obligation de respecter un quota (si la spécialité y est soumise)	Absence de quota
Impôts: Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) ; cotisations sociales*	Impôts : Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)*
Ne donne pas droit au séjour pour les conjoints ou membres de la famille	Obtention de visa possible pour les conjoints et membres de la famille pour toute la période de validité du VKS
Délai d'enregistrement auprès des services de l'immigration : 7 jours ouvrables à compter de la date d'entrée en Russie (1 mois pour les pays de l'Union économique eurasiatique)	Délai d'enregistrement auprès des services de l'immigration : 90 jours calendaire + 7 jours ouvrables

* Cf. chapitre 6, « Cotisations sociales et IRPP » (p. 8)

Conformément aux statuts de l'Union économique eurasiatique, les ressortissants de Biélorussie, du Kazakhstan, de l'Arménie et du Kirghizistan peuvent travailler en Russie sans permis de travail ni licence.

Depuis le 1er janvier 2021, les citoyens de 52 pays peuvent obtenir un visa électronique pour entrer en Fédération de Russie. L'avantage est que le visa est délivré en maximum 4 jours calendaires. Il est valable 60 jours à compter de la date de réception pour une durée de séjour maximale de 16 jours. Site officielle pour la demande de visa électronique : <https://evisa.kdmid.ru/>

Pièces à fournir au Service de l'immigration

	Document	Fréquence	Qui doit informer
Tous les ressortissants étrangers	Lors de la conclusion ou résiliation d'un accord de travail	Dans un délai de 3 jours à compter de la signature/ résiliation	Employeur (et ressortissant étranger s'il travaille avec une licence)
	A l'arrivée	A chaque entrée sur le territoire russe/ changement d'adresse	Hôtel, propriétaire, etc.
	Au départ	Lors d'un changement de résidence temporaire	Hôtel, propriétaire, etc.
Ressortissants étrangers avec VKS	Fiches de paie de l'employé	Chaque trimestre	Employeur
Étrangers avec un permis de séjour temporaire ou permanent	Preuves de résidence en Russie et justificatifs de revenus	Chaque année	R ressortissant étranger

En cas de violation des lois sur la migration, une société risque jusqu'à **1 million** de roubles d'amende, ainsi qu'une suspension de ses activités jusqu'à **90 jours**.

8. Protection des données personnelles

En Russie, la protection des données personnelles est strictement réglementée :

1. Les entreprises effectuant la collecte directe de données personnelles de citoyens russes, doivent conserver physiquement ces données (base de données, serveur, stockage) sur le territoire russe.
2. Le traitement des données personnelles exige le consentement de leur propriétaire.

La protection des données personnelles comprend également l'établissement d'instructions au sein de l'entreprise concernant le traitement des données personnelles et l'accès aux locaux où elles sont stockées.

En cas d'infraction à la législation, les entreprises risquent jusqu'à **6 millions** de roubles d'amendes par personne/infraction commise, ainsi que le blocage de leur site internet sur le territoire russe.

9. Licence, Certification, Marquage

Licenses et autorisations

Les activités des entreprises en Russie peuvent être classées en deux catégories :

1. Celles ne nécessitant pas de licences
2. Celles nécessitant soit une licence soit une appartenance à des Organisations d'auto-réglementation du secteur (ORS)

Activités nécessitant une licence	Activités nécessitant une appartenance à des ORS
<ul style="list-style-type: none"> • Formation • Services médicaux • Fabrication et vente de médicaments • Vente d'alcool, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction, projection • Audit • Activité d'évaluation, etc.

Une société exerçant sans autorisation s'expose à de graves sanctions, pouvant aller jusqu'à la cessation d'activité et la poursuite pénale du directeur général et des responsables

Certifications et déclarations des produits

L'importation et la vente de certains types de produits en Russie exigent une documentation spécifique : certificats, attestations de conformités avec certaines normes techniques, etc.

La liste de ces produits est établie par la loi et correspond aux règles communes de l'Union économique eurasiatique (UEEA). Par exemple, tous les médicaments et compléments alimentaires bio sont soumis à un enregistrement obligatoire.

Marquage des produits

Afin de réduire les produits de contrefaçon et la contrebande en Russie, des systèmes de marquage et de traçage des marchandises ont été introduits ces dernières années. Les deux mesures sont conçues pour suivre le mouvement des marchandises depuis le moment de l'importation sur le territoire de la Fédération de Russie jusqu'au moment de la vente au consommateur final et garantir son authenticité. Elles s'appliquent à différentes catégories de produits.

Le marquage nécessite l'attribution d'un code spécifique à chaque bien, l'inscription dans un système particulier et un équipement technique spécifique chez le vendeur. Le système de traçabilité contrôle les marchandises par lots et ne nécessite pas d'équipements supplémentaires.

La liste des produits à marquer comprend actuellement l'alcool, les cigarettes, les médicaments, les chaussures et les vêtements, les parfums et autres. Les exigences de traçabilité s'appliquent entre autres aux équipements de réfrigération, aux machines à laver et aux poussettes. À l'avenir, le gouvernement envisage d'étendre les systèmes de marquage et de traçabilité à tous les produits.

10. Propriété intellectuelle et secret commercial

Propriété intellectuelle

La protection de la propriété intellectuelle est régie par le Code civil de la Fédération de Russie. La Russie reconnaît et protège les droits d'auteurs concernant les ouvrages scientifiques, les œuvres d'art et littéraires, les programmes et bases de données, les marques commerciales, les dénominations commerciales, les inventions, les modèles industriels et autres. La législation prévoit non seulement la déclaration initiale, mais également l'enregistrement ultérieur si les objets de propriété intellectuelle sont le sujet de transactions telles que des contrats de licence, contrats de cession des droits d'auteurs et/ou changement de titulaire d'un droit.

Marques déposées

Une marque déposée est légalement protégée sur le territoire de la Russie seulement à condition d'avoir été enregistrée en tant que marque déposée russe ou internationale

La marque déposée donne à son propriétaire le droit exclusif de :

- utiliser la marque commerciale
- interdire son utilisation à des tiers
- disposer de celle-ci : la mettre à disposition, l'utiliser pour contribuer au capital statuaire, etc.

La Russie participe au système de Madrid sur l'enregistrement international des marques commerciales. Par conséquent, il existe en Russie deux possibilités pour déposer une marque :

Au Service fédéral de la propriété intellectuelle	A l'Office international de l'Organisation mondiale de la propriété Intellectuelle (OMPI)
Directement et uniquement auprès du service fédéral de la propriété intellectuelle en Russie	Nécessité d'être initialement enregistré dans un pays membre du système de Madrid
Le déposant doit le faire obligatoirement par l'intermédiaire d'un agent de brevets agréé en Russie	Le dépôt s'effectue par l'intermédiaire du bureau des brevets du pays d'origine de la marque, puis est envoyé à l'OMPI, qui le renvoie, à son tour, au bureau des brevets en Russie
Les taxes pour le dépôt d'une marque sont inférieures à celles pratiquées à l'international (autant pour l'enregistrement que pour le renouvellement de la protection juridique)	Possibilité de soumettre plusieurs demandes simultanées dans différents pays (à condition de déclarer immédiatement tous les pays voulus), dans le cadre d'un seul dépôt de demande et d'un seul règlement de taxe.
Délai d'étude du dossier : de 12 à 18 mois	Délai d'étude du dossier : de 12 à 18 mois
Durée de validité : 10 ans	Durée de validité : 10 ans

Secret commercial

Il existe en Russie de nombreuses lois qui protègent le secret commercial. Leurs applications en pratique s'avèrent cependant difficiles. C'est pourquoi elles n'assurent pas de protection efficace.

Dans la majorité des cas, les documents censés protéger les informations confidentielles contre la divulgation (accords de non-divulgation, documentation interne de la société, etc.) ont plutôt un caractère déclaratif.

11. Déclaration en douane

La Russie est membre de l'OMC et de l'Union économique eurasiatique (UEEA). Les principes de la réglementation douanière sont largement déterminés par ces organisations.

Les droits de douanes sont calculés sur la base de la valeur et/ou de la quantité, du poids ou du volume de la marchandise. Les droits de douane dépendent du type de produit et sont généralement compris entre **5 et 15 %**.

Les droits de douane représentent une partie considérable des revenus de l'État, ce qui engendre des contrôles fréquents et détaillés par les autorités douanières. Au moment de l'inspection, les marchandises peuvent être saisies.

Lors du dédouanement, la TVA dont le taux pour la plupart des marchandises s'élève à **20 %** doit être payé. Un certain nombre de produits alimentaires, médicaux et autres marchandises bénéficient d'un taux préférentiel de **10 %**.

Les marchandises qui n'ont pas d'analogues en Russie et qui figurent sur la liste du gouvernement de la Fédération de Russie, ne sont pas soumises aux droits de douane et à la TVA d'importation.

Entre les pays de l'UEEA, les échanges sont exempts de douane. En outre, il existe des accords commerciaux prévoyant des droits de douane réduits avec la Serbie, Singapour, le Vietnam et plusieurs autres pays.

12. Opérations intragroupe

Les autorités fiscales russes accordent une attention particulière aux transactions intragroupe. Pour être incluses dans la base d'imposition, elles doivent être économiquement justifiées et dûment documentées

En ce qui concerne les transactions transfrontalières, toutes les entreprises russes sont tenues de soumettre une notification annuelle aux autorités fiscales si le chiffre d'affaires annuel total de ces transactions dépasse 60 millions de roubles.

L'administration fiscale peut vérifier le niveau de tarification des transactions contrôlées. Pour confirmer le niveau de marché des prix appliqués, les entreprises doivent fournir une documentation sur les prix de transfert.

Lorsqu'elles entrent sur le marché russe, les entreprises internationales doivent adapter leurs politiques sur les opérations intragroupe aux exigences de la législation russe.

13. Comptabilité et Audit

Comptabilité

Le système comptable russe est régi par l'état, y compris le plan comptable, les principes de comptabilité et les formes des bilans.

À la différence des normes de comptabilité en vigueur en Europe (IFRS) et aux États-Unis (US GAAP), la base de la comptabilité russe n'est pas la transaction elle-même, mais le document qui la confirme (selon un système lié à la forme juridique et non au contenu économique). À l'heure actuelle, les normes comptables russes (RAS) convergent vers les normes internationales IFRS.

Plus de **90 %** des sociétés russes utilisent le logiciel local **1C** pour leur comptabilité. **1C** est le système le plus adapté à la législation russe et aux pratiques commerciales locales. Il peut être intégré à tout autre système ERP d'entreprise.

Le Directeur général est responsable de l'organisation de la comptabilité de la société. La comptabilité est assurée soit par le chef comptable, soit par un cabinet comptable.

Comptes obligatoires pour les autorités publiques

Dénomination — chaque année	Dénomination — chaque trimestre
<ul style="list-style-type: none"> • États financiers • Déclaration pour l'impôt sur le transport • Comptabilité 2-IRPP • Confirmation annuelle du type d'activité • Informations sur l'activité de travail des employés (SZV – STAGE) • Transactions contrôlées, sociétés étrangères contrôlées • Déclaration pour le Régime réel simplifié d'imposition (RSI) 	<ul style="list-style-type: none"> • Déclaration pour la taxe sur la valeur ajoutée • Déclaration pour l'impôt sur le revenu des sociétés • Déclaration pour l'impôt sur la propriété des entreprises • Comptabilité 6-IRPP • Comptabilité pour le Fonds d'assurance sociale (4-FSS) • Calcul des primes d'assurance (CPA)
	Dénomination — chaque mois
	<ul style="list-style-type: none"> • Information sur les assurés (SZV-M) • Comptabilité délivrée aux organismes statistiques

D'autres rapports peuvent être obligatoires, en fonction du type d'activité et des actifs de la société.

Audit

L'audit comptable n'est pas obligatoire pour les sociétés russes, sauf pour:

- Les sociétés ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à **800 millions** de roubles ou des biens supérieurs à **400 millions** de roubles
- Les sociétés par actions
- Les sociétés dont les actifs financiers sont admis à la négociation sur le marché des titres
- Les sociétés de financement, de crédit et d'assurance
- Les fonds de pension privés et autres fonds, y compris les fonds à but non lucratif et fonds de bienfaisance

Si un audit obligatoire est requis, les informations sur l'auditeur doivent être incluses dans les états financiers annuels de la période concernée.

Toute société peut s'adresser à un cabinet d'audit pour réaliser un audit indépendant si cela est désiré. En règle générale, c'est le cas des sociétés avec plusieurs participants ou des filiales de sociétés étrangères, dont la politique interne prévoit des audits.

Les états financiers de toutes les entreprises russes sont publiés dans le domaine public sur Internet.

13. Zones économiques spéciales

La Russie a créé un nombre de Zones économiques spéciales (ZES) pour développer les régions et attirer des investissements dans des secteurs économiques particuliers. Chaque ZES est clairement délimitée sur le territoire et dispose d'un statut juridique spécial, offrant des avantages spécifiques à ses résidents (des réductions des taux de la TVA, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur la propriété des entreprises, des droits de douane et des cotisations sociales).

Types de zones économiques spéciales:

- Zones industrielles de production ou Zones industrielles
- Zones d'innovation ou technologiques
- Zones portuaires
- Zones de loisirs ou touristiques

Des discussions sont en cours au sein du gouvernement russe concernant l'efficacité des ZES, qui pourraient aboutir à la réforme de ce système.

À propos de Bellerage Alinga

Bellerage Alinga, membre fondateur de l'Alliance Internationale **XLNC**, fournit à ses clients une large gamme de solutions d'externalisation, de conseil et d'audit.

XLNC — c'est plus de 200 partenaires et 3 500 spécialistes dans le monde entier — vise à fournir des services professionnels qui répondent aux normes de qualité les plus élevées en Europe, Asie, Australie et Amérique.

Nous avons commencé notre activité en Russie en 1999. Notre expertise et expérience locale sont confirmées par des centaines de projets réussis pour des sociétés de divers secteurs.

Bellerage Alinga est membre des organisations suivants :

- **Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR)**
- **Association des entreprises européennes (AEB)**
- **Chambre de commerce américaine en Russie (AmCham)**
- **Chambre de commerce extérieur russo-allemande (AHK)**
- **Association d'affaires Canada Eurasie Russie (CERBA)**
- **Aide à l'exportation Switzerland Global Enterprise (S-GE)**

Nous permettons nos clients de se concentrer sur le développement de leurs activités principales.



Bellerage Alinga est dans le TOP-3 des prestataires de services comptables en Russie (RA Expert) et est leader pour le rapport qualité/prix dans l'externalisation financière et juridique

Lancement de la société

- [+] Etudes de marché et recherche de partenaires
- [+] Évaluation des possibilités et des risques potentiels
- [+] Due diligence des entreprises achetées et actifs
- [+] Enregistrement des entreprises
- [+] Service de Société de gestion
- [+] Définir les principes de comptabilité et fiscalité
- [+] Coordination des processus logistiques
- [+] Assurances d'entreprise

Finances et comptabilité

- [+] Tenue de la comptabilité
- [+] Respect des normes russes, internationales et sociales
- [+] Consultations fiscales

Services CFO (directeur financier)

- [+] Gestion de la trésorerie
- [+] Analyse de performance et budgétisation
- [+] Aide au recouvrement des comptes débiteurs
- [+] Organisation des opérations bancaires
- [+] Développement d'un modèle d'affaires financier
- [+] Mise en place des processus comptable et suivi

Services informatiques

- [+] Configuration de l'infrastructure informatique
- [+] Échanges des données avec des systèmes ERP
- [+] Automatisation des procédures d'entreprise
- [+] Mise en place d'un échange de documents électroniques
- [+] Soutien des solutions **1C**, location de serveurs, licences
- [+] Automatisation des rapports de gestion
- [+] Développement de solutions individuelles

Conseil fiscal

- [+] Structure fiscale des opérations
- [+] Prix de transfert
- [+] Assistance lors de litiges fiscaux
- [+] Préparation et accompagnement lors des audits
- [+] Gestion des risques fiscaux
- [+] Rapports sur les transactions intragroupe

Ressources humaines

- [+] Recrutement
- [+] Soutien à l'obtention de visas
- [+] Traitement des salaires
- [+] Gestion des ressources humaines
- [+] Élaboration de la politique interne

Audit

- [+] Audit selon les normes comptables nationales et internationales
- [+] Diligence raisonnable
- [+] Consolidation
- [+] Transformation de la comptabilité
- [+] Vérification des participants étrangers pour l'inclusion dans le registre PME

Services juridiques

- [+] Rédaction des contrats
- [+] Contrôle des contractants
- [+] Litiges
- [+] Droit du travail
- [+] Protection des données personnelles
- [+] Récupération d'arriérés

Contacts

Alexander Bykov

Associé exécutif

Alexander.Bykov@bellerage.com

+7 985 999 04 30

Chet Bowling

Associé

Chet.Bowling@bellerage.com

+7 916 601 43 75

Marina Golubentseva

Associée, Fiscalité et audit

Marina.Golubentseva@bellerage.com

+7 910 002 16 04

Mikhail Makeshin

Associé, Pratique juridique

Mikhail.Makeshin@bellerage.com

+7 985 768 18 32



Anke Poetzsch

Associée

Anke.Poetzsch@bellerage.com

+7 926 835 92 89

Jonathan Tubb

Associé

Jonathan.Tubb@bellerage.com

+7 903 743 12 40

Alexander Katzendorn

Associé, Pratique juridique

Alexander.Katzendorn@bellerage.com

+7 917 529 04 47

Tél. : +7 495 755 55 68 • Courriel : russia@bellerage.com • 11/1 rue Chtchipok, 115054, Moscou, Russie

www.bellerage.com

Les précisions de ce guide sont fournies à titre d'information.
Pour la prise de décisions de gestion, il est nécessaire
d'organiser des consultations professionnelles
supplémentaires.

Toutes les images sont utilisées sous licence de
Shutterstock.com, sauf les suivantes :
page 1 — affiche «Avec un coin rouge enfonçons les blancs»
de El Lissitski (1920), fragments des affiches de D. Moor (1919)
et ROSTa (1919–1921) — domaine public ;
page 2 — la carte de la Fédération Russe — Hellerick /
commons.wikimedia.org

Bellerage Alinga